



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1217
24 décembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 23 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DU
BURKINA FASO AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le communiqué publié à l'issue de la quatrième session ordinaire de l'Organe central du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits au niveau des chefs d'État et de gouvernement, tenue à Ouagadougou le 17 décembre 1998.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Paul Robert TIENDRÉBÉOGO

ANNEXE

Communiqué du 17 décembre 1998 publié à l'issue de la quatrième session ordinaire de l'Organe central du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits au niveau des chefs d'État et de gouvernement

L'Organe central du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits a tenu sa quatrième session ordinaire au niveau des chefs d'État et de gouvernement à Ougadougou le 17 décembre 1998. La session était présidée par S. E. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso et Président en exercice de l'OUA. À l'issue de ses délibérations, l'Organe central a décidé comme suit :

1. Différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée

L'Organe central a examiné le rapport de la délégation de haut niveau de l'OUA sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée. L'Organe central félicite la délégation de haut niveau de l'OUA pour les efforts louables qu'elle a déployés pour promouvoir une solution pacifique et globale du différend.

L'Organe central prend note des positions exprimées par les deux parties sur les propositions de la délégation de haut niveau.

L'Organe central fait siennes les propositions pour un accord-cadre soumises aux deux parties par la délégation de haut niveau de l'OUA, qui constituent un cadre approprié pour le règlement du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

L'Organe central félicite les deux parties pour la confiance placée dans les efforts de l'OUA, pour la coopération qu'elles ont apportée à la délégation de haut niveau de l'OUA dans l'accomplissement de son mandat et pour la retenue dont elles ont fait montre.

L'Organe central demande à la délégation de haut niveau de l'OUA de rester saisie du différend, et invite les deux parties à continuer de coopérer avec la délégation en vue de créer les conditions nécessaires à la mise en oeuvre rapide de l'accord-cadre. L'Organe central invite en outre les deux parties à continuer de faire montre de retenue.

2. République démocratique du Congo

L'Organe central exprime sa grave préoccupation au sujet de la crise qui continue à se développer en République démocratique du Congo et de ses conséquences pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Il réaffirme son soutien au Gouvernement de la République démocratique du Congo ainsi que l'attachement de l'OUA au respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo conformément aux dispositions de la carte de l'OUA et, en particulier, à la résolution AHG/Res.16(1) adoptée au Caire en 1964.

/...

L'Organe central appuie pleinement les efforts du Président de la Zambie, Frédéric Chiluba, et des autres dirigeants de la région visant à trouver une solution pacifique à la crise et à obtenir un accord de cessez-le-feu entre les parties concernées. À cet égard, l'Organe central se félicite de la tenue, les 27 et 28 décembre 1998, à Lusaka, d'un sommet régional.

L'Organe central invite toutes les parties concernées à coopérer pleinement avec les dirigeants de la région dans leurs efforts.

L'Organe central se félicite du soutien apporté par les Nations Unies aux efforts régionaux et de la coopération qui existe entre l'OUA et l'ONU.

3. Burundi

L'Organe central a examiné la situation au Burundi et s'est félicité des progrès réalisés dans le processus de paix à l'intérieur du pays et dans le cadre des pourparlers d'Arusha sous les auspices de Mwalimu Julius Nyerere.

L'Organe central encourage toutes les parties burundaises à poursuivre les efforts ainsi déployés en vue de parvenir à une solution durable du conflit burundais.

L'Organe central félicite le facilitateur et les pays de la région pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés pour promouvoir une solution pacifique du conflit au Burundi; il leur lance un appel en vue de la levée des sanctions imposées au Burundi.

Dans ce cadre, l'Organe central a adopté une résolution spécifique sur la question des sanctions.

4. Angola

L'Organe central réitère que la cause première de la crise en Angola et de l'impasse actuelle dans le processus de paix réside dans le fait que M. Jonas Savimbi et son aile militaire n'ont pas rempli leurs obligations conformément au Protocole de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'OUA.

L'Organe central note que l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), sous la direction de M. Savimbi, a continué à conduire des actions militaires contre des civils sans défense et à poser des mines dans des zones qui avaient été déjà déminées. En outre, l'UNITA a continué, au cours de ces derniers mois, à renforcer sa capacité militaire en préparation d'une guerre à grande échelle contre le peuple et le Gouvernement de la République d'Angola.

L'Organe central fait sienne la décision prise par le Sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), tenu à Maurice en septembre 1998, déclarant, entre autres, M. Savimbi criminel de guerre et appelant à son isolement.

L'Organe central lance un appel à tous les États membres de l'OUA pour qu'ils appliquent strictement les restrictions sur le déplacement de M. Savimbi

/...

et des autres responsables de l'UNITA tel que requis par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

L'Organe central souligne la nécessité urgente de la paix, de l'unité et la réconciliation nationale en Angola.

L'Organe central lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte l'assistance humanitaire et économique nécessaires pour la reconstruction de l'Angola, particulièrement la réhabilitation des infrastructures de base détruites par la guerre et le programme de déminage.

L'Organe central demande aux pays de la région, en coopération étroite avec le Secrétaire général de l'OUA, de rester activement saisis de la situation en Angola et d'entreprendre les actions qui s'avéreraient nécessaires au regard de la situation.

5. Guinée-Bissau

L'Organe central exprime sa satisfaction face à l'évolution positive enregistrée en Guinée-Bissau, notamment la signature, le 26 août 1998, à Praia, d'un accord de cessez-le-feu, l'Accord d'Abuja du 1er novembre 1998 et la nomination d'un premier ministre ainsi que les propositions en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale dont la structure et la composition ont été définies lors de la réunion, tenue à Lomé, le 15 décembre 1998.

L'Organe central félicite les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour l'importante contribution qu'ils ont apportée en vue du retour progressif à la paix en Guinée-Bissau.

L'Organe central lance un appel aux États membres de la CEDEAO qui se sont engagés à fournir des troupes en Guinée-Bissau pour qu'ils honorent cet engagement le plus rapidement possible.

L'Organe central lance un appel aux États membres de l'OUA et à l'ONU pour qu'ils apportent l'assistance logistique nécessaire en vue du déploiement rapide du Groupe de surveillance du cessez-le-feu institué par la CEDEAO (ECOMOG) en Guinée-Bissau.

6. République fédérale islamique des Comores

L'Organe central a examiné la situation en République fédérale islamique des Comores, et ce, à la lumière de la communication faite par S. E. Tadjidine Ben Saïd Massoude, Président par intérim. L'Organe central a exprimé sa grave préoccupation face à la situation anarchique qui prévaut dans l'île comorienne d'Anjouan et aux problèmes humanitaires provoqués par les combats qui ont éclaté entre factions opposées au sein du mouvement séparatiste.

L'Organe central appuie fermement les efforts déployés par les pays de la région pour faire face à la situation qui prévaut à Anjouan. À cet égard, l'Organe central s'est félicité de l'envoi aux Comores, par les pays de la

région, d'une mission militaire d'évaluation qui s'est déroulée du 9 au 11 décembre 1998.

L'Organe central demande aux pays de la région de prendre des mesures urgentes pour mettre un terme à la situation qui prévaut à Anjouan. À cet effet, l'Organe central demande à l'Afrique du Sud, en sa qualité de coordonnateur des efforts régionaux sur les Comores, d'entreprendre des consultations avec les autres pays de la région en vue de prendre les mesures appropriées devant permettre de faire face à la situation.

L'Organe central lance un appel aux États membres de l'OUA et au reste de la communauté internationale pour qu'ils apportent une assistance humanitaire aux populations affectées par les combats à Anjouan.
